

**EDITO** Les démocraties, un peu partout dans le monde, sont questionnées, remises en cause même, par des mouvements populistes et ont vu accéder au pouvoir des forces autoritaires. Les défis à surmonter sont multiples : économique, écologique, sécuritaire, et, essentiellement, démocratique.

A La République En Marche, nous en avons particulièrement conscience puisque c'est à partir de ce constat d'épuisement de notre démocratie, que nous avons porté une offre alternative, fondée sur le renouvellement, la féminisation, la rupture avec les postures d'opposition systématique.

Nous y sommes parvenus sur bien des aspects, mais les résultats de notre politique ne sont pas assez rapides, pas assez visibles dans la vie quotidienne des français. C'est pourquoi le Président de la République a décrété l'état d'urgence économique et sociale et nous avons voté en fin d'année des mesures importantes pour le pouvoir d'achat.

Le mouvement des gilets jaunes a brassé des revendications éparses, certaines légitimes, d'autres moins. Nous devons entendre ce qu'il comporte de critiques justes contre un système injuste. C'est notamment l'objet de la grande consultation populaire de ce début

d'année. A travers elle, nous renouons avec l'esprit fondateur d'En Marche : écouter, discuter, agir. Dans le respect et la bienveillance. Avec pragmatisme. Pour une société de l'émancipation et de l'égalité des chances. L'objectif reste le bon, la méthode et le ton doivent changer. Nous y sommes prêts.

Depuis plusieurs mois, notre pays a connu une recrudescence des actes antisémites et homophobes, une remise en cause, parfois violente, de nos institutions, de nos élus et de nos forces de l'ordre. Nous devons travailler avec acharnement à renforcer la cohésion nationale et faire que chacun trouve sa place dans la société. Nous devons réaffirmer notre refus de la violence, des dérives homophobes, sexistes, antisémites et racistes, des fractures territoriales ou sociales. Un échec ouvrirait la porte, en France aussi, à des forces réactionnaires, autoritaires. Je le combattrai de toute mon énergie, c'est l'antithèse de mon engagement politique. Et je continuerai à promouvoir une politique soucieuse tant des droits individuels que de la solidarité.

Je nous souhaite donc collectivement pour 2019 une année apaisée et fraternelle et, pour chacune et chacun d'entre vous, santé et épanouissement.



À la marche contre l'homophobie, place de la République

La fin de l'année dernière a été éprouvante pour les Français, et singulièrement pour les Parisiens. Ils ont subi des violences inacceptables, qui ont dévié une colère dont les racines sont, elles, bien légitimes. Cette colère ne date pas d'hier : elle est le fruit des décennies de petits renoncements, d'arrangements d'appareils partisans et de raccourcis confortables. Elle n'en demeure pas moins juste, et nous l'avons entendue. C'est à ma génération d'y apporter une réponse durable pour que celle à venir n'ait pas à affronter le pire.

Si la lutte contre les fractures territoriales a toujours été au cœur de nos préoccupations, les réponses que nous avons apportées jusqu'ici n'avaient peut-être pas été suffisamment rapides et fortes. Face à l'urgence économique et sociale, nous

avons fait le choix, dès le 1er janvier 2019, d'aller plus vite, plus loin et plus fort dans nos réformes, pour mieux accompagner ceux qui, sans être indifférents à la fin du monde, sont aussi préoccupés par leurs fins de mois.

Nous avons encore beaucoup à faire pour transformer la France : moderniser l'Etat et son organisation, rendre plus efficace l'assurance-chômage, garantir un plus juste modèle de retraite par répartition, mais aussi accompagner par la loi les changements de notre société... Ces transformations, nous les mènerons jusqu'au bout. Elles s'accompagneront d'une grande respiration démocratique, grâce au grand débat national, qui se tiendra en ce début d'année. Il faut y participer massivement parce que ne peuvent être entendus que ceux qui s'expriment. Alors, Parisiennes, Parisiens, soyez nombreux à venir nous dire ce que vous avez sur le cœur et ce que vous souhaitez pour notre pays !

En attendant cet échange avec vous, je vous souhaite, à toutes et à tous, une excellente année 2019.

**BENJAMIN GRIVEAUX**

Secrétaire d'État auprès du Premier ministre,  
Porte-parole du Gouvernement



**NOUS AGISSONS POUR**

## LE POUVOIR D'ACHAT

- ✓ Hausse de la prime d'activité
- ✓ Suppression de la taxe d'habitation
- ✓ Baisse des cotisations sociales
- ✓ Défiscalisation des heures supplémentaires
- ✓ +100 euros/mois pour un salarié au SMIC

## LE TRAVAIL

➔ Plan d'action relatif à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) :

- ✓ faciliter la création d'entreprises et leur développement
  - ✓ simplifier les seuils
  - ✓ partager la valeur avec les salariés
  - ✓ mieux protéger les innovations des PME
- ➔ ordonnances TRAVAIL : simplification du dialogue social
- ➔ formation professionnelle : droits à la formation renforcés
- ➔ réforme de l'apprentissage

# Pour une justice plus accessible et plus lisible

## GRANDE LOI DE MODERNISATION

- augmente le budget de la justice de 25% en cinq ans (+ 1,3 milliards d'euros, + 6.500 postes)
- prévoit l'ouverture de 15.000 places de prison,
- définit un grand plan de numérisation,
- simplifie les procédures civile et pénale,
- développe la culture des règlements amiables des différends,
- crée la possibilité de déposer plainte en ligne
- développe les travaux d'intérêt général pour favoriser la réinsertion
- aucune fermeture de lieu de justice sur le territoire



Aux côtés de Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la Justice

Après de nombreuses rencontres avec les forces de l'ordre et les habitants des quartiers Barbès-Chapelle, j'ai proposé la création d'une contravention pour sanctionner les acheteurs de cigarettes à la sauvette, ce que Nicole Belloubet, Garde des Sceaux, s'est engagée à faire par voie réglementaire.

Avec la nouvelle sanction contre les vendeurs à la sauvette introduite dans la loi, nous disposons désormais d'un arsenal plus efficace pour lutter contre ces trafics qui gâchent la tranquillité de nos quartiers depuis des années et y assurer la sécurité du quotidien.



Elise Fajgeles, ici en campagne dans le X<sup>e</sup> pour les législatives, au côté de Benjamin Griveaux. LP/J.D.

Elise Fajgeles, députée LREM de la 5e circonscription de Paris, propose un amendement visant à verbaliser les acheteurs de tabac de contrebande.



## COMPTE RENDU DE MANDAT SUR LE TERRAIN

Pour rendre compte de la 1ère année de mon action à l'Assemblée nationale, en circonscription ainsi que des réformes menées par le Gouvernement, je suis allée à la rencontre des citoyens des 3e et 10<sup>e</sup> lors de 7 rendez-vous au cours desquels les échanges ont été denses, vifs parfois, mais constructifs, dans le respect et l'écoute mutuels.

## NOUS AGISSONS POUR

### LA SOLIDARITÉ

#### + PLAN SANTÉ

- ✓ suppression du numerus clausus
- ✓ lutte contre les déserts médicaux
- ✓ création de 4000 assistants médicaux pour libérer du temps aux médecins
- ✓ prise en charge à 100 % des lunettes, prothèses dentaires et appareils auditifs

#### PLAN PAUVRETÉ

- ✓ revenu universel d'activité
- ✓ petits-déjeuners gratuits et repas à 1€ dans les écoles prioritaires
- ✓ 30.000 places en crèches

# Aux côtés des associations de nos arrondissements



Avec l'association Afrique Conseil

Particulièrement attachée à cette vie associative qui fait la richesse de nos quartiers, je me réjouis de la création d'un nouveau fonds de financement des associations en remplacement de la réserve parlementaire et des réformes portées par Gabriel Attal pour soutenir le monde associatif et bâtir une société de l'engagement. Présente, aux côtés de Benjamin Griveaux, au forum des associations des 3<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup>, je rencontre chaque semaine des associations de la circonscription pour continuer à échanger et à avancer ensemble pour la solidarité et le lien social.



Avec l'association Espace Universel



Au forum des associations



## AUX CÉRÉMONIES DU CENTENAIRE DE L'ARMISTICE DU 11 NOVEMBRE 1918

À LA GARE DE L'EST DANS LE 10<sup>È</sup> ET À LA MAIRIE DU 3<sup>È</sup>

À l'heure où le repli sur soi est pour beaucoup une tentation, à l'heure où les extrémismes deviennent pour beaucoup une solution tout à fait acceptable, n'oublions jamais que les coopérations internationales sont gages de paix, n'oublions jamais à quel point la paix est notre bien commun le plus précieux et qu'il nous appartient de le préserver.

« Le nationalisme est le contraire du patriotisme, il en est même la trahison »  
Emmanuel Macron, 11 novembre 2018

## RENTRÉE DES CLASSES DANS UN CP À 12 ÉLÈVES

Avec Benjamin Griveaux et Marlène Schiappa, nous avons assisté à la rentrée d'une classe de CP dédoublée à l'école élémentaire Vicq d'Azir, dans le 10<sup>ème</sup>. Véritable politique de justice sociale mise en place dans les quartiers prioritaires, cette réforme assurera, avec plus de temps accordé à chacun des élèves, une meilleure transmission des savoirs fondamentaux dans un souci de réduire, toujours plus, les inégalités à la racine. Leur avenir, c'est celui de notre pays !





## MISSION D'INFORMATION SUR LA LOI BIOÉTHIQUE : VERS UNE RÉVISION EN 2019

Pour préparer le travail législatif à venir et concomitamment aux avis rendus par le Conseil d'Etat et le Comité Consultatif National d'Éthique (CCNE) en juin et septembre derniers, nous avons procédé à une soixantaine d'auditions à la croisée de la science, de la philosophie, du droit et de la politique, sur des sujets qui concernent l'ensemble de la société : procréation, recherche sur embryons, dons d'organes, intelligence artificielle,

ouvertures des données de santé, autoconservation des ovocytes, accès aux origines pour les personnes nées de dons de gamètes.

Engagement du Président de la République pendant sa campagne, l'ouverture de la PMA aux couples de femmes et femmes seules a occupé l'essentiel de nos discussions.

Favorable à l'ouverture de la PMA à toutes les femmes, je tiens à ce que cet engagement présidentiel puisse

être inscrit dans la loi au terme d'un débat apaisé et démocratique.

Pour nourrir mon travail par des échanges avec citoyens et experts, j'ai organisé un café citoyen dans le 3ème arrondissement avec Irène Théry, sociologue, et Laurence Brunet, juriste (photo). Nous avons notamment abordé la nécessaire réforme des conditions d'établissement de la filiation des enfants nés de couples de femmes.

Je garde en mémoire les déferlements de haine homophobe, à l'Assemblée, comme dans nos rues, lors du débat sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Il n'est pas question que nous laissions un tel climat haineux et délétère advenir lors de la révision des lois de bioéthique. Nous le devons à l'ensemble de nos concitoyens, nous le devons aux familles homoparentales et aux enfants nés de PMA ou GPA, nous le devons à tous ceux qui n'ont déjà que trop souffert de discriminations.

## POUR UNE POLITIQUE DIGNE D'INTÉGRATION

Rapporteuse de la loi «Pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie» du 10 septembre 2018, qui apporte des solutions pragmatiques pour une politique migratoire équilibrée dans notre pays, je me félicite que l'accueil et l'intégration des réfugiés soient des objectifs prioritaires du gouvernement.



Avec Laurent Nuñez au CNAM

→ augmentation de 46% dans le budget 2019 pour : + d'heures d'apprentissage du français + d'heures de formation civique + de dispositifs d'insertion professionnelle

→ mobilisation par Muriel Pénicaud, ministre du travail, de 15 millions d'euros pour faciliter l'intégration professionnelle des réfugiés

→ lancement en octobre au CNAM dans le 3e de nombreuses initiatives de la société civile et du programme Volont'R (création de 5000 services civiques d'ici 2022 pour et avec les réfugiés)

→ poursuite du programme HOPE, associant pouvoirs publics et entreprises pour l'insertion par l'emploi des réfugiés

## RAPPORTEURE DE LA MISSION D'INFORMATION SUR L'AVENIR INSTITUTIONNEL DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

C'est avec un grand sens démocratique que les calédoniens ont dit leur confiance en la République et en la France lors du 1er référendum d'autodétermination prévu par l'accord de Nouméa qui s'est tenu le 4 novembre.

Je suis très heureuse d'avoir été désignée rapporteure de cette mission parlementaire pour contribuer au travail de dialogue et de paix et à la construction d'un destin commun pour les populations de ce territoire passionnant.

### ME RENCONTRER

Je vous reçois sur rendez-vous les lundi et vendredi  
Pour prendre rendez-vous :  
[elise.fajgeles@assemblee-nationale.fr](mailto:elise.fajgeles@assemblee-nationale.fr)  
01.40.63.94.06

LA RÉPUBLIQUE  
**En Marche!**

 @EliseFajgeles  
 FajgelesElise  
 [elisefajgeles.fr](mailto:elisefajgeles.fr)